

Au Portugal, au Québec... La lutte paie ! Et nous on s'y met quand ?

■ La lutte paie au Portugal ■

Le 15 septembre, le Portugal et ses 10 millions d'habitant-e-s ont connu la plus grande manifestation depuis la révolution des œillets. Exigeant la démission du 1^{er} ministre, le départ de la troïka et la fin de l'austérité, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues dans une trentaine de villes. Cette mobilisation faisait suite à l'annonce d'un projet gouvernemental de basculer le prélèvement de près de 7% des cotisations sociales du patronat vers les salarié-e-s, dans le cadre du plan d'austérité élaboré avec l'UE et le FMI. Le 21, des milliers de manifestant-e-s se sont rassemblé-e-s devant le palais présidentiel. Devant la perspective d'une grève générale massive, le gouvernement a officiellement renoncé à ces transferts de cotisations et ouvert des négociations.

■ La lutte paie au Québec ■

Depuis le printemps, les étudiant-e-s du Québec se sont massivement mobilisé-e-s par la grève reconductible contre la hausse des frais d'inscription incompatible avec le droit à l'éducation. Le gouvernement, non content de refuser toute négociation, a fait adopter en mai la loi 12, qui restreint le droit de manifestation, d'expression et d'association, et qui pénalise tou-te-s les acteurs/trices allié-e-s des étudiant-e-s. Face à la détermination des étudiant-e-s, soutenu-e-s par une grande partie de la population et des professeur-e-s, le gouvernement a annoncé mi-septembre l'annulation de la hausse des frais de scolarité et l'abrogation de la loi 12. Là aussi, avec des manifestations massives, c'est bien (comme ici lors du CPE) la reconduction de la grève qui a permis d'imposer des reculs aux gouvernements et au patronat.

■ Il est temps de passer à l'action ■

Bien entendu, il s'agit pour le moment de victoires partielles, défensives, peut-être temporaires. Portugais-e-s et Québécois-e-s n'en sont pas dupes : il faudra des mobilisations d'ampleur pour imposer des alternatives en lieu et place de reculs de circonstance. Mais en France, alors que l'attentisme domine les organisations syndicales, ces situations nous rappellent que la lutte paie lorsqu'elle va au bout de sa logique de blocage : il est temps de retrouver le chemin des luttes pour gagner.



■ Des mobilisations à construire ■

Le gouvernement veut faire adopter en urgence le Pacte budgétaire de Sarkozy et Merkel. Ce traité conduirait à l'austérité et à des reculs pour les services publics, les solidarités, les droits sociaux et les salaires. Le service public d'éducation et ses personnels ne seront pas épargnés. La manifestation unitaire du 30/09 a rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Elle ne doit pas être un baroud d'honneur sans suites, mais un point d'appui dans la construction d'une dynamique de mobilisation contre l'austérité et pour des alternatives.¹

Le Bureau National de l'Union syndicale Solidaires du 6 septembre a mis en avant le besoin d'un mouvement national coordonné rassemblant salarié-es du secteur public et du secteur privé, jeunes en formation, chômeurs/ses et retraité-es. Il s'agit à la fois de défendre les revendications locales et professionnelles, et de construire une action nationale interprofessionnelle. Solidaires propose une plateforme revendicative à débattre pour construire la lutte.²

Les contradictions du capitalisme sont aujourd'hui à un paroxysme. Au nom du poids des dettes publiques et de la compétition mondialisée, ce sont toujours aux salarié-e-s qu'on veut faire payer les pots cassés. Les services publics, les solidarités sociales et les droits du travail sont dans la ligne de mire partout en Europe. Le chômage de masse continue d'augmenter. Les fermetures d'entreprises et les licenciements se multiplient. Seule la mobilisation peut modifier le rapport de force. Il y a urgence à construire la convergence des luttes contre la précarité et les licenciements, pour le droit à l'emploi et l'annulation des dettes publiques.

Le 9 octobre aurait pu être l'occasion d'amorcer cette convergence interprofessionnelle. La CGT a en effet pris l'initiative d'appeler à une journée d'action, sans toutefois créer les conditions d'une mobilisation d'ampleur, qui supposait un appel à une grève d'ensemble et une construction avec d'autres. Dans ces conditions, SUD éducation a déposé un préavis de grève pour cette journée, afin de permettre la participation des personnels de l'éducation qui le voudront, notamment pour participer localement à la nécessaire solidarité interprofessionnelle autour des entreprises menacées de fermetures et de licenciements.

Pour le service public d'éducation aussi, il est temps d'agir. Les mesurées d'urgence sont loin de compenser les 14000 nouvelles suppressions de postes décidées par le gouvernement précédent. Orientation et enseignement pro décentralisés³, précarité, service numérique du soutien, budget « prioritaire » à minima... la concertation pour la refondation de l'école dévoile son vrai visage avec des décisions déjà prises qui ne vont pas vers une école égalitaire et émancipatrice.⁴

La fédération SUD éducation :

- ⇒ Affirme la nécessité de construire un mouvement interprofessionnel pour des alternatives à l'austérité
- ⇒ Soutient les mobilisations en cours dans l'éducation, notamment la grève du 11 octobre en Seine-St-Denis
- ⇒ Propose aux fédérations syndicales de l'Éducation Nationale de se réunir pour élaborer une plateforme de revendications à faire aboutir par la mobilisation

1. www.solidaires.org/article41959.html

2. www.sudeducation.org/Non-au-traite-europeen-d-austerite.html

3. www.sudeducation.org/L-Etat-et-les-Regions-preparent-1.html

4. www.sudeducation.org/Refondation-de-l-ecole-pour-SUD.html